



## Décision individuelle

**N° 2020-358**

**Pétitionnaire :** société HBG France (marque Hélicoptères de France) pour le compte d'EDF  
**Adresse :** Siège d'exploitation - Aéroport BP1, 05130 TALLARD  
**Nature de la demande :** survol d'aéronef motorisé à moins de 1000 mètres du sol en cœur de Parc national  
**Nom du projet :** Inspection du versant au droit de l'usine de Valabres pour recherche de la zone de départ des blocs ayant atteint le réfectoire et leurs trajectoires probables  
**Localisation :** falaise surplombant l'usine de Valabres, parcelle n°50 section B commune de Roure

### La Directrice de l'établissement public du Parc national du Mercantour,

**Vu** le code de l'environnement, notamment ses articles L.331-4-1, L.331-26, R.331-19-2 et R.331-68,

**Vu** le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment ses articles 3 et 15,

**Vu** le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la charte du Parc national du Mercantour et fixant les modalités d'application de la réglementation en cœur (MARCœur), notamment ses MARCœur 3 et 29,

**Vu** l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des Parcs nationaux, notamment ses articles 3 et 4 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 20 mars 2012 portant application de l'article R.331-19-2 du code de l'environnement,

**Vu** l'arrêté ministériel du 14 mai 2020 portant nomination de la directrice de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

**Considérant** la demande formulée en date du 23 novembre 2020 par Monsieur MENCUCCI Didier, cadre exploitation au sein d'EDF Hydro – Unité de production méditerranéenne GEH Azur-Ecrins,

**Considérant** que la demande porte sur une reconnaissance par hélicoptère de la falaise surplombant l'usine de Valabres, afin d'identifier et préciser le risque de chutes de blocs suite à la catastrophe naturelle de début octobre 2020,

**Considérant** qu'à ce titre, le survol répond aux besoins d'une expertise scientifique et de l'exploitation des ouvrages électriques, en conséquence de quoi il peut être autorisé toute l'année conformément à la modalité n°29,

**Considérant** que la durée du survol doit être limitée compte-tenu de la présence d'une aire de reproduction d'aigle royal au sein de la zone à survoler afin de ne pas perturber l'émancipation du jeune et/ou la fidélité du couple au site,

**Considérant** la nécessité d'encadrer en conséquence l'activité pour garantir sa compatibilité avec les objectifs de protection des patrimoines du cœur et de conservation du caractère de celui-ci, et ce malgré les événements naturels en cause,

## **DÉCIDE**

### **Article 1 : Identité du pétitionnaire – Nature de la demande**

La société HBG France (marque Hélicoptères de France) [n°SIREN : 320 228 570], représentée par Monsieur BLANC Renaud, Président directeur, est autorisée à effectuer un survol à moins de 1000 mètres du sol dans le cœur du Parc national, au niveau de la falaise surplombant l'usine de Valabres – parcelle n°50 section B commune de Roure.

### **Article 2 : Prescriptions**

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

#### **2.1 Éléments d'identification de l'aéronef**

nom du pilote : RINGOT Benoît  
type d'appareil : hélicoptère Ecureuil AS-350-B3  
n° de l'appareil : F-GTIE

2.2. Le pilote est tenu de respecter strictement la « zone de survol autorisé » figurant au plan de vol annexé à la présente.

2.3. En-dehors de cette zone autorisée, le survol à basse altitude reste interdit au-dessus du cœur du parc national.

2.4. Comme prévu dans la demande, la durée du survol dans cette zone autorisée ne devra pas excéder 30 minutes.

### **Article 3 : Durée - Localités**

La présente autorisation est délivrée pour la date du vendredi 27 novembre 2020.

En cas d'intempéries, le report de l'opération **après cette date** est autorisé sous réserve d'informer le chef de service territorial concerné, 24h à l'avance par courriel ou contact direct.

#### **Contacts :**

chef de S.T : OPOLKA Boris ([boris.opolka@mercantour-parcnational.fr](mailto:boris.opolka@mercantour-parcnational.fr) – 06.14.06.26.85)  
adjoint : TURPAUD Anthony ([anthony.turpaud@mercantour-parcnational.fr](mailto:anthony.turpaud@mercantour-parcnational.fr) – 06.24.70.20.71)  
standard : 04.93.02.42.27

### **Article 4 : Mesures de contrôle**

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles mentionnés à l'article L.170-1 du code de l'environnement, par les agents de l'établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

### **Article 5 : Autres obligations**

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du Parc national. Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur.

## Article 6 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

## Article 7 : Publication

La présente autorisation sera notifiée et publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 26 novembre 2020



La Directrice  
du Parc national du Mercantour

Aline COMEAU

Copie :

- service territorial Tinée
- EDF, MENCUCCI Didier <[didier.mencucci@edf.fr](mailto:didier.mencucci@edf.fr)>
- EDF, VU-HONG VIDOR Lucie <[lucie.vu-hong@edf.fr](mailto:lucie.vu-hong@edf.fr)>

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.



